



...NERES INDÍGENAS HQ...

GENOCÍDEO  
INDÍGENA  
NUNCA

**RAPPORT ANNUEL** | **2024** | **Indigenous Peoples Rights International**  
 JANVIER - DÉCEMBRE | Championing Indigenous Peoples Rights



**Indigenous Peoples Rights International**  
Championing Indigenous Peoples Rights

MAYAS



MESSAGE DU  
**DIRECTEUR EXÉCUTIF**

**Chers amis et alliés,**

2024 a été une année de progrès marquants pour l'IPRI dans notre lutte pour la promotion et la défense des droits des peuples autochtones. Ensemble, nous avons réagi à des défis mondiaux pressants, en luttant contre la criminalisation et les violations des droits des peuples autochtones qui continuent de rester non signalées et impunies. Grâce à un plaidoyer inlassable, à des partenariats robustes à l'échelle nationale et à un soutien direct aux défenseurs autochtones en danger, l'IPRI a renforcé son rôle de voix essentielle au sein du mouvement pour la justice et la dignité.

Notre travail ne serait pas possible sans la force et la résilience des communautés et organisations autochtones du monde entier. En les soutenant, que ce soit dans les luttes locales ou sur les principales plateformes mondiales, nous avons fait ressortir les injustices auxquelles sont confrontés les peuples autochtones dans les domaines de la conservation de la biodiversité, des projets d'énergie renouvelable et des industries extractives, en particulier l'exploitation des minéraux de transition.

Voyant l'approche de l'année 2025, nous nous engageons à amplifier notre impact. Nous nous concentrerons sur le renforcement de notre secrétariat, l'élargissement des partenariats avec les organisations autochtones et l'augmentation de notre soutien aux hommes, aux femmes et aux communautés autochtones confrontés à la criminalisation. Nous agirons également davantage en faveur des mécanismes de responsabilisation plus solides en vue de garantir la protection des droits des autochtones et la lutte contre l'impunité.

Merci de votre soutien. Ensemble, nous poursuivrons cette lutte pour la justice, la dignité et la reconnaissance des droits des peuples autochtones dans le monde entier.

En solidarité,  
**JOAN CARLING**  
*Directrice générale*



## PRINCIPALES RÉALISATIONS EN 2024

### Faire progresser les perspectives autochtones dans la transition verte :

positions et stratégies des peuples autochtones unifiées à travers la Déclaration des peuples autochtones sur la transition juste (avril 2024) par 87 participants autochtones de 35 pays à la Conférence internationale sur la transition juste et les peuples autochtones co-organisée par l'IPRI, The Right Energy Partnership (REP) et le Business and Human Rights Resource Center (BHRRC)

### Impact politique mondial :

Collaboration avec le gouvernement colombien à l'élaboration d'une résolution sur les droits de l'homme et la biodiversité. Le CDH a adopté la résolution (57/28) en octobre 2024.

### Renforcement des droits des peuples autochtones dans les organes des Nations Unies :

Présentation de communications écrites au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) et au Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR).

### Renforcement des capacités de plaidoyer :

nous avons soutenu des organisations autochtones au Cambodge, au Kenya et au Pérou tout en poursuivant notre travail dans nos six pays cibles : la Colombie, le Brésil, le Mexique, l'Inde, les Philippines et la République démocratique du Congo.

### Outils juridiques et politiques :

Publication de deux éditions de Xanharu (Digest sur les lois et la jurisprudence relatives aux droits des peuples autochtones) et d'un manuel de formation sur le Cadre mondial de la biodiversité (GBF).

**Des alliances plus fortes :**  
des collaborations accrues avec 61 organisations de peuples autochtones, des ONG et des réseaux internationaux, l'ONU et les gouvernements pour renforcer l'impact du plaidoyer.

**Visibilité médiatique accrue :**  
Renforcement de la présence de l'IPRI dans les médias grand public et sociaux, amplifiant les voix des peuples autochtones.

**Soutien direct aux défenseurs autochtones :**  
Assistance fournie à 2 522 défenseurs des droits humains autochtones (DDHPA) et communautés par le biais du Fonds juridique et de protection élargi.

**Croissance financière :**  
50 % de financement supplémentaire obtenu par rapport à 2023, garantissant ainsi l'expansion et la pérennité du programme.

## ASPECTS JURIDIQUES, POLITIQUES ET PLAIDOYER

### Plaidoyer mondial et promotion des droits des peuples autochtones

#### **Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII) et Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones (MEDPA) :**

nous avons prononcé six interventions officielles et co-organisé sept événements parallèles.

#### **Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP16) et Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) COP29 :**

nous avons présenté des perspectives autochtones sur la criminalisation, la conservation de la biodiversité et la transition juste.

#### **Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) :**

promotion de la participation directe des peuples autochtones à l'élaboration des politiques, en particulier au Brésil et en Colombie

#### **Organes de traités des Nations Unies :**

Renforcement de la reconnaissance des droits des peuples autochtones grâce à des soumissions écrites au CERD et au CESCR.

#### **Organes de traités des Nations Unies :**

Renforcement de la reconnaissance des droits des peuples autochtones grâce à des soumissions écrites au CERD et au CESCR.

#### **Examen périodique universel (EPU) :**

Rapports alternatifs soumis pour le Cambodge et la République démocratique du Congo

## ASPECTS JURIDIQUES, POLITIQUES ET PLAIDOYER

### Engagements stratégiques :

En partenariat avec les rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ; l'indépendance judiciaire ; le changement climatique et les droits de l'homme.	Travail avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Banque asiatique de développement (BAD) et le Conseil international des métaux et des minéraux (ICMM) pour intégrer les droits des peuples autochtones dans les cadres de développement, d'extraction et de conservation.	Contribution à l'élaboration des principes fondamentaux des droits de l'homme pour la conservation initiés par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).	Nous avons engagé le secteur privé pour garantir le consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) et des accords équitables de partage des avantages, y compris la copropriété dans la transition juste.
--	---	--	--

### Contentieux stratégique et soutien aux dossiers

Nous avons déposé et soutenu des dossiers au Mexique, en Équateur et en Guyane sur les droits fonciers.

Nous avons renforcé notre collaboration avec le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire.

### Renforcement des capacités et formation

Animation des ateliers au Cambodge, aux Philippines et en Colombie.

Élaboration de supports de formation sur les peuples autochtones et le Cadre mondial pour la biodiversité, ainsi que de guides juridiques sur la lutte contre la criminalisation.

*Nous tenons à exprimer notre reconnaissance pour le travail important de l'IPRI, qui a contribué à consolider la validité et la garantie des droits de l'homme. En particulier dans le cas de notre collègue Onías Muevecela à Molleturo et les autres qui ont obtenu sa défense afin d'éviter d'être criminalisés pour protestation sociale.*

*Le leadership de l'IPRI a été sans doute une véritable source d'inspiration, et tout le soutien qu'elle nous a apporté est inestimable. Merci beaucoup pour ce soutien, et j'espère que vous pourrez renforcer les liens de solidarité avec les plus humbles.*

YAKU PÉREZ  
Équateur



## II | FONDS DE DÉFENSE JURIDIQUE ET DE PROTECTION (LDSF)

Nous avons apporté notre soutien à 2 522 DDHPAs et communautés dans 9 pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie.

35 subventions ont été accordées, une augmentation de 75 % par rapport à 2023 en raison d'un financement accru pour le LDSF

## III | RECHERCHE ET DOCUMENTATION

### Principales initiatives de recherche :

- Criminalité contre la nature et droits des autochtones.
- Conservation de la nature et violations des droits des peuples autochtones.

### Publications :

- Publication des volumes 5 et 6 de Xanharu.
- Cas documentés, y compris les luttes de défense de l'eau à Guatatuca et Molleturo.

### Contributions concernant les données :

- Infrastructure de base de données renforcée pour soutenir les stratégies de plaidoyer et juridiques.



- **Présence médiatique élargie :**  
plus de 100 mentions dans les médias, notamment Associated Press, Mongabay et Grist.
- **Campagnes stratégiques :**  
Plaidoyer intégré au moyen d'articles, de déclarations, de graphiques et de vidéos : <https://iprights.org>
- **Renforcement des capacités :**  
Nous avons aidé nos partenaires dans des pays à renforcer leurs compétences en communication et en sensibilisation.



Photo : 23e session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, New York, avril 2024.

## Renforcement des réseaux autochtones

### Partenariats avec les pays cibles :

Collaboration approfondie en République démocratique du Congo, aux Philippines, en Inde, au Mexique, au Brésil et en Colombie.

### Nouveaux partenariats :

collaboration élargie avec des organisations de peuples autochtones au Cambodge, au Kenya, en Tanzanie et au Pérou.

### Formation du groupe de travail :

Peuples autochtones et faune sauvage

### Faits saillants régionaux:

**Afrique :** Soutien au plaidoyer communautaire sur les droits fonciers au Kenya et en Tanzanie et soutien à l'Éthiopie

**Asie :** Renforcement du plaidoyer local au Cambodge et aux Philippines.

**Amérique latine :** Organisation d'ateliers et de webinaires régionaux sur la sécurité autochtone et l'activisme des femmes.

## Des alliances plus larges

### Réseaux mondiaux :

adhésion à la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC)

### Collaborations :

Réseau des leaders pour les militants et défenseurs de l'environnement (LEAD), Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme, OECD Watch, Oxfam America, ELATIA, Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones, Right Energy Partnership

*La collaboration de l'IRAC avec l'IPRI a joué un rôle essentiel dans la promotion des droits individuels et collectifs des peuples autochtones en Inde. Nous avons pu obtenir justice et réparation pour les victimes autochtones de violations des droits humains et obtenir des indemnités d'environ 109 300 dollars américains, octroyées par les INDH en 2024 et versées par les gouvernements des États aux victimes et aux communautés concernées. Le leadership mondial de l'IPRI en matière de défense des droits des peuples autochtones a été une source d'inspiration, et ses conseils et sa coopération en Inde ont été louables.*

DILIP CHAKMA  
coordinateur de l'IRAC (Inde)

## VI | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

### Gouvernance et développement organisationnel

Organisation de six réunions du Conseil mondial et une réunion du Groupe consultatif international.

Mise en place d'une équipe de direction

Communication améliorée avec les affiliés grâce à des mises à jour, des alertes et un engagement dans des événements clés.

Rédaction de politiques clés sur le harcèlement sexuel et la sécurité numérique.

### Mobilisation des ressources

Obtention d'un financement de 2,9 millions de dollars auprès de 12 bailleurs de fonds existants et de 6 nouveaux bailleurs de fonds.

Relations renforcées avec les donateurs.

### Croissance du secrétariat

Equipe élargie de 14 à 16 collaborateurs et 2 consultants.

Recrutement et développement du personnel améliorés, offrant sept opportunités de formation.

## CONCLUSION

Les résultats de l'IPRI en 2024 témoignent de son influence croissante comme un leader mondial de la défense des droits des peuples autochtones. Avec l'arrivée de 2025, nous restons déterminés dans notre mission : lutter contre l'impunité, renforcer la responsabilisation et soutenir les communautés autochtones dans leur lutte pour la justice et l'autodétermination.

Nous devons continuer à prendre soin de notre Terre Mère pour les sept prochaines générations.

SANDRA CREAMER

présidente du conseil d'administration mondial de l'IPRI

ANNEXE  
**A.1. | ÉTATS FINANCIERS**

**INDIGENOUS PEOPLES RIGHTS INTERNATIONAL, INC.**  
(Une organisation sans actions et à but non lucratif)

**DÉCLARATION D'ACTIVITÉS**

	2024	2023
<b>REVENU</b>		
Subventions et dons	2 120 325 \$	2 186 959 \$
Autres revenus	50	20
	<b>2 120 375</b>	<b>2 186 979</b>
<b>DÉPENSES</b>		
Services de projets et de programmes	1 973 715	1 147 356
Frais généraux et administratifs	43 359	28 519
Perte de change	4 864	30
Perte sur cession	233	-
Frais d'amortissement	6 467	5 700
	<b>2 028 638</b>	<b>1 181 605</b>
<b>EXCÈS (INSUFFISANCE) DES RECETTES SUR LES DÉPENSES</b>	<b>91 737 \$</b>	<b>1 005 374 \$</b>

Voir les notes aux états financiers.



Photo : Discussion de groupe lors de la conférence « Les peuples autochtones et la transition juste. Modèles de copropriété et partenariats pour les droits humains et la prospérité partagée ». New York, avril 2024 | NATALIA RAMÍREZ | IPRI



PHOTO : Conférence « Les peuples autochtones et la transition juste. Modèles de copropriété et partenariats pour les droits humains et une prospérité partagée ». New York, avril 2024. | NATALIA RAMÍREZ | IPRI

Indigenous Peoples Rights International (IPRI) est une organisation mondiale des Peuples Autochtones établie en 2019 pour répondre à la situation grave des Peuples Autochtones qui sont de plus en plus souvent criminalisés, tués, disparus et soumis aux pires formes de violence.

Nous dirigeons l'Initiative mondiale visant à Combattre et Prévenir la Criminalisation, la Violence et l'Impunité à l'encontre des Peuples Autochtones - un effort mondial mené par les Peuples Autochtones pour renforcer la coordination, la solidarité et les actions visant à prévenir, à répondre et à réduire les actes de criminalisation, de violence et d'impunité à l'encontre des Peuples Autochtones, et à fournir une meilleure protection et un meilleur accès à la justice pour les victimes, non seulement en tant qu'individus, mais aussi en tant que communautés collectives.

#### **Conseil d'administration mondial**

- **Sandra Creamer** (Waanyi/Kalkadoon, Australia), Chairperson
- **Lars-Anders Baers** (Saami, Sweden), Vice-Chairperson
- **Naomi Kipuri** (Maasai, Kenya), Secretary
- **Leonor Zalabata Torres** (Arhuaco, Colombia), Treasurer
- **Victoria Tauli-Corpuz** (Kankanaey, Philippines)
- **Rukka Sombolinggi** (Toraja, Indonesia)
- **Wilfredo Alangui** (Kankanaey, Philippines)
- **Pavel Vasilievich Sulyandziga** (Udege, Russia)
- **Beverly Jacobs** (Iroquois, Canada)
- **Natali Segovia** (Quechua, USA)
- **Joan Carling** (Kankanaey, Philippines), *ex officio*/ Executive Director

#### **Groupe consultatif international**

Des individus et organisations possédant une expertise et une expérience dans des domaines en rapport avec la mission et les activités de l'IPRI. Il s'agit notamment de représentants de réseaux régionaux de peuples autochtones, d'organisations internationales de défense des droits de l'homme, d'universités et de bailleurs de fonds.

#### **Affiliés**

Les organisations et réseaux autochtones qui soutiennent l'IPRI dans sa lutte contre la criminalisation et l'impunité des Peuples Autochtones par le biais de la solidarité, de la coopération et de la collaboration.

#### **Secrétariat de l'IPRI**

Le secrétariat de l'IPRI compte actuellement 16 personnes. La Directrice exécutive, le Directeur adjoint pour l'Amérique latine, le Chef des Opérations, l'équipe de plaidoyer sur le système des droits de l'homme des Nations unies et le secteur privé, l'équipe environnement et droits de l'homme, l'équipe recherche et documentation, et l'équipe de soutien administratif.

#### **Contactez-nous**



✉ [ipri@iprights.org](mailto:ipri@iprights.org) 🌐 <https://www.iprights.org>

#### **Suivez-nous sur nos réseaux sociaux :**

- [Indigenous Peoples Rights International](#)
- [@iprightsintl](#)
- [Indigenous Peoples Rights International](#)
- [The Indigenous Peoples Rights International](#)